Le Monde
DIMANCHE 27 - LUNDI 28 NOVEMBRE 2022

FRACTURES SOCIALES FRANÇAISES

Les classes moyennes, pilier du progrès social et de la croissance partagée, voient depuis quarante ans l'écart se creuser vis-à-vis de l'élite politico-économique. Au risque d'un rejet de la démocratie

Thomas Chevallier et Antonio Delfini
Les classes moyennes, enfants du XXe siècle

Les deux sociologues retracent l'évolution des représentations d'une catégorie aux contours flous, tant aux yeux des sciences sociales que d'elle-même

Le contexte

Depuis le début des années 1980, la part du patrimoine total détenu par les 40 % de Français situés au milieu de l'échelle des revenus a cessé de progresser, puis a diminué, tout comme leurs revenus relatifs. En revanche, celle des 10 % les plus riches a augmenté, et leurs revenus aussi. Cet écart, renforcé par des politiques sociales et fiscales libérales qui ont accru leurs charges et allégé celles des plus riches, engendre un sentiment de déclassement et fractionne une catégorie sociale qui avait été jusque-là l'horizon souhaitable d'une convergence des destins sociaux. Divisés, défiants et pessimistes sur leur avenir, ces « Français moyens » se tournent de plus en plus vers les extrémités de l'éventail politique.

Si la partition de la société en trois grandes classes – supérieure, moyenne, populaire – semble aujourd'hui admise, un flou persiste quant aux contours, au poids et au rôle politique des dernières. Ces hésitations s'expliquent en partie par le développement historique de cette catégorie. Enfants du XXe siècle, les classes moyennes ont connu un premier essor dès les années 1930 avant de devenir la base sociale des « trente glorieuses ». Ce décalage par rapport aux classes populaires et supérieures modernes, qui se sont constituées au siècle précédent, confère aux classes moyennes un rôle ambigu : si, depuis cinquante ans, elles dessinent leur trajectoire propre, elles participent également à une reconfiguration plus large des rapports sociaux hérités de l'antagonisme classique entre le capital et le travail.

Dans les années 1950 et 1960, la relance industrielle et la puissance du mouvement ouvrier imprègnent la société d'une lecture en matière de lutte des classes. Dans ce contexte, les classes moyennes peinent à apparaître comme telles. Entre bourgeoisie et prolétariat, le marxisme n'admet pas l'existence d'une entité autonome. On parle alors de *« nouvelle classe ouvrière »* (pour le sociologue Serge Mallet, 1927-1973), ou inversement de *« nouvelle petite bourgeoisie »* (pour le politologue Nicos Poulantzas, 1936-1979).

Mai 68 et les luttes qui en émergent marquent un tournant. Ces mouvements sont en grande partie portés par une jeunesse qui a accédé aux études supérieures et aspire à trouver une place dans l'ordre social et politique tout en en contestant certains fondements : la place des femmes, la sexualité, les droits de l'homme, le colonialisme. Centrales dans ces luttes, les classes moyennes ont pourtant toujours du mal à être pensées en tant que telles vis-à-vis des deux autres classes.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste (PS), déjà amorcée dans les années 1970 à travers des élections locales, une partie des groupes sociaux qui avaient bénéficié d'études supérieures et s'étaient jusqu'alors investis dans les mobilisations trouvent enfin les moyens de faire valoir leurs intérêts au sein de l'Etat. Mais alors que les forces de gauche avaient jusque-là continué de se réclamer de la classe ouvrière, certains perçoivent le tournant de la rigueur de 1983 comme le symbole d'un dévoilement : les classes moyennes défendent désormais leurs valeurs, visions du monde et intérêts propres. Sans pour autant le faire ouvertement : plus que jamais, par leur situation intermédiaire, leurs ressortissants ont tendance à universaliser leurs combats en se (re)présentant comme étant l'épicentre des rapports sociaux.

> LE MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES » A MIS EN LUMIÈRE LE GOUFFRE DES INTÉRÊTS, DES PRATIQUES ET DES REPRÉSENTATIONS DU MONDE

La thèse de la *« moyennisation »* de la société défendue par le sociologue Henri Mendras (1927-2003) a alors apporté une légitimité scientifique à cette vision de la dissolution de la lutte des classes dans un vaste ensemble. D'autres travaux moins diffusés ont toutefois cherché à penser la participation de ces « nouvelles classes moyennes » à la lutte des classes, sans pour autant souvent réussir à se départir de la binarité marxiste bourgeoisie versus prolétariat. Dans *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste* (L'Harmattan, 1989), le sociologue Alain Bihr propose, pour sa part, d'aborder ce *« troisième larron de l'Histoire »* à travers la notion de *« classe d'encadrement »*.

Nouvelles coalitions

Selon lui, cette classe rassemblerait tous les agents subalternes chargés du travail de domination du capital, que ce soit directement au sein de l'appareil de production, mais aussi de l'Etat ou encore du monde associatif. L'une des caractéristiques de cette classe serait de se nier comme telle, c'est-à-dire de se présenter – y compris et même avant tout à elle-même – comme la dépositaire de mots d'ordre qui la dépassent tels que l'intérêt général, le progrès, la modernité, la diversité, ou encore la démocratie. Au cours du XXe siècle, la classe d'encadrement aurait donc lutté pour imposer ses intérêts vis-à-vis des deux autres classes. Et l'Etat aurait été l'outil principal de la construction de cette hégémonie.

S'il est clair que les classes moyennes sont sorties gagnantes du fordisme et des « trente glorieuses », un certain nombre de transformations récentes, notamment la dérégulation du salariat et la fragilisation de la fonction publique, tendent à précariser certains segments des classes moyennes et à en renforcer certains autres (métiers des nouvelles technologies, du conseil), à diviser les classes moyennes et à remettre en question leur poids sociopolitique, reposant la question des alliances avec les deux autres classes sociales.

Comment penser le déclin actuel des forces de gauche, si ce n'est à travers un phénomène d'autonomisation et de méfiance entre classes moyennes et classes populaires ? Comment penser les difficultés de la cause écologique, si ce n'est à travers l'expression d'un conflit entre les intérêts et représentations de l'avenir souhaitable des classes moyennes, et ceux des autres classes ? Le surgissement du mouvement des « gilets jaunes » a mis en lumière le gouffre des intérêts, des pratiques et des représentations du monde.

Comment se répartissent les classes moyennes dans les clivages politiques actuels ? Les nouvelles coalitions au pouvoir, notamment autour d'Emmanuel Macron, doivent-elles être appréhendées par la notion de « bloc bourgeois », alliant la classe possédante à certaines fractions supérieures des classes moyennes ? Une réflexion reste aussi à mener sur la division des classes moyennes autour de la question identitaire, puisqu'il est aujourd'hui clair que les partis et mouvances d'extrême droite sont largement investis par certaines fractions d'entre elles. ■

Thomas Chevallier *est chercheur en sociologie politique à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (Irisso, université Paris-Dauphine-PSL) et chercheur associé au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps, université de Lille/CNRS) ;* **Antonio Delfini** *est chercheur en sociologie attaché au Ceraps*

Mathieu Fulla Comment les fonctionnaires ont abandonné le PS

Le virage social-libéral du Parti socialiste lui a aliéné les agents de l'Etat, tentés désormais par les extrêmes, explique l'historien

> UNE FORTE DIMENSION SOCIÉTALE JOUE DANS LA RUPTURE DES LIENS ENTRE LES ÉLITES ROSES ET LA PETITE ET MOYENNE FONCTION PUBLIQUE

Pour surmonter les nombreuses crises de son histoire, le socialisme français s'est appuyé sur deux piliers longtemps inébranlables : ses mairies, qui lui ont permis de tisser des réseaux locaux compensant en partie son incapacité à construire un parti de masse, et les agents de l'Etat. Si les dernières élections municipales ont rappelé la robustesse du premier pilier, les scrutins présidentiels et législatifs depuis 2017 ont mis en lumière l'effondrement du second. Le divorce entre le Parti socialiste (PS) et cette fraction des classes moyennes dont le cœur penchait traditionnellement à gauche est consommé. En 2012, plus de 45 % des enseignants, par exemple, avaient apporté leurs voix à François Hollande. Ils ne sont plus que 19 % à soutenir Benoît Hamon en 2017 et 3 % Anne Hidalgo en avril 2022.

Ce phénomène touche l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates européens depuis le début des années 2000. Mais la perte des agents de l'Etat est particulièrement lourde pour le socialisme français qui, contrairement à ses homologues d'Europe du Nord, n'a jamais pu compter sur une assise ouvrière solide.

Sentiment d'injustice

En revanche, sa capacité à traduire politiquement une culture républicaine, laïque et de protection des « petits » par l'extension et le renforcement de l'Etat social lui a permis de rallier très tôt une fraction non négligeable de la fonction publique. A la veille de la première guerre mondiale, les instituteurs représentaient un quart des adhérents de la jeune SFIO. En 1951, une enquête interne estime la part des fonctionnaires au sein du parti à 25 %, parmi lesquels une part importante de travailleurs du secteur public dont le nombre a considérablement augmenté avec les nationalisations de la Libération.

Dans les années 1970, la stratégie de conquête du pouvoir impulsée par François Mitterrand induit des transformations sociologiques majeures au sein du PS. Sa professionnalisation lui permet d'apparaître comme une alternative gouvernementale crédible et de pénétrer les sommets de l'Etat. Entre 1979 et 2000, la proportion des cadres et des professions intellectuelles supérieures issues de la haute fonction publique augmente régulièrement dans ses instances dirigeantes. La part des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public – dont une portion croissante de retraités – fait plus que doubler entre 1973 et 1986 et se stabilise autour de 55 % dans la décennie suivante. Comme au temps de la SFIO, le parti peut compter sur des relais syndicaux dans la fonction publique – Force ouvrière, Fédération de l'éducation nationale, CFDT.

L'exercice régulier du pouvoir instaure une relation de dépendance entre le PS et l'Etat. Si le premier est parvenu à acquérir une stature gouvernementale aux yeux de la haute administration, cette conquête s'est accompagnée d'une dépendance accrue à l'égard des financements publics et d'une moindre capacité à saisir les préoccupations de son électorat. Les réformes des socialistes au pouvoir remettent en cause sa réputation de protecteur de l'Etat social et de ses personnels. Elles convergent assez largement avec celles de la droite.

La stabilisation, voire la décrue, du nombre de fonctionnaires et la modération salariale, au nom de l'impératif de maîtrise des finances publiques et de compétitivité des entreprises, transcendent les clivages partisans. Convergence ne rime cependant pas avec homothétie. Dans les années 2000, la radicalisation des attaques de la droite contre le nombre excessif de fonctionnaires et le gel du point d'indice décidé en 2010 par Nicolas Sarkozy ont nourri de fortes attentes à l'égard du candidat Hollande. Si elle stabilise les effectifs, la *« modernisation de l'action publique »* que ce dernier met en œuvre ne convainc ni les électeurs ni les adhérents du PS… d'autant que le point d'indice reste gelé.

Si le gouvernement Ayrault (2012-2014) interrompt la trajectoire de baisse de la fiscalité sur le capital et les très hauts revenus, impulsée par la droite dans les années 2000 (et depuis reprise par Emmanuel Macron), il n'engage pas la révolution fiscale promise dans l'opposition. A l'instar de toutes les composantes des classes moyennes, une large majorité des agents de l'Etat se perçoit comme victime de l'injustice fiscale.

Une forte dimension sociétale joue enfin dans la rupture des liens entre les élites roses et la petite et moyenne fonction publique. Le « libéralisme culturel » des premiers tranche avec les positions plus conservatrices des secondes. Les fonctionnaires de catégories B et C se sont détournés du PS, car ses gouvernants ont donné l'impression de perdre toute autorité sur des questions essentielles comme la laïcité. Leur difficulté à prendre clairement position sur des thèmes tels que la place de l'islam dans la société ou la question migratoire contribue également à l'éloignement.

Quelque chose s'est donc brisé entre le socialisme et les agents du public. La mise à distance de l'Etat par le PS a non seulement affecté leurs conditions de vie matérielles, mais également participé à la dévalorisation de l'image qu'ils se font de leur métier. Lorsqu'ils ne se réfugient pas dans l'abstention, ils se tournent vers La France insoumise, les écologistes et, dans une moindre proportion, vers les droites conservatrices et radicales. Quant aux couches supérieures de la fonction publique, qui donnaient au PS son visage de « parti des diplômés », elles ont pour la plupart rallié le macronisme. ■

Mathieu Fulla *est chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po*